

**Congrès du PS à Toulouse**  
**Discours de Lionel Jospin, premier secrétaire**  
**13 octobre 1985**

Mesdames, messieurs, chers camarades, si l'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt, je pense que tout l'avenir appartient aux membres de la commission des résolutions. (*Applaudissements*)

Nous sommes en train, maintenant, de clore un très beau congrès, un congrès qui s'est déroulé dans un cadre splendide à propos duquel je veux remercier à nouveau les organisateurs toulousains de cette manifestation, les militants de la fédération de la Haute-Garonne et aussi, pour le secteur organisation du parti Guy Farré. (*Applaudissements*)

Je veux remercier tous ceux qui ont tenu les stands, accueilli, conduit, accompagné nos invités de l'étranger ou de France, et particulièrement le service d'ordre dans sa mission efficace et courtoise. (*Applaudissements*)

Eux aussi, ces camarades, ils ont peu dormi, pendant les nuits de ce congrès.

Ce congrès est un beau congrès, parce que nous avons pu, à la fois, y débattre et nous rassembler. Nous avons eu des congrès où nous nous sommes rassemblés, mais où nous n'avons pas su débattre. Nous avons eu des congrès où nous avons discuté entre nous mais où nous n'avons pas pu nous rassembler. Et ce qui fait la force, la beauté et la signification de ce congrès, que personne ne doit oublier ou être tenté de gommer, c'est justement qu'à la veille d'une échéance décisive, il a à la fois permis de débattre à partir des convictions des Socialistes, mais aussi de rassembler. (*Applaudissements*)

Il a, ce congrès, par la synthèse, permis d'assurer une des conditions du succès dans la bataille des élections législatives.

Et puis, il a aussi, bien que nous n'en mesurons peut-être pas encore tout à fait la signification, parce que nous avons l'œil fixé légitimement sur l'échéance qui vient, avec ce qu'elle représente de risques, de menaces et d'espoir, il a aussi posé - ce congrès - posé des jalons pour l'avenir, pour l'avenir de ce parti et pour l'avenir de notre peuple. (*Applaudissements*)

Chers camarades, il n'a pas, cette fois-ci, comme à Bourg-en-Bresse, fallu une nuit blanche pour faire la synthèse, mais deux nuits courtes. On peut choisir ce que l'on préfère.

Nous avons fait la synthèse, et comme vous, je m'en réjouis profondément.

Nous l'avons faite sans totalement effacer les visions différentes que nous pouvions avoir du passé immédiat, de ce que nous avons dit avant 1981, de l'action gouvernementale, notamment dans sa phase initiale, et si nous avons pensé les avoir quelque peu effacées, il m'est apparu que cela nous avait été à nouveau rappelé ce matin. (*Applaudissements*)

Nous avons - et cela, alors, c'est décisif et cela je peux vous le dire au milieu des discussions passionnantes, parfois un peu inquiétantes, mais finalement, dans la lumière de l'aube, tout à fait nettes, sur ce point, des alliances - nous avons, chers camarades, non seulement levé les procès d'intention réciproques qui peuvent parfois exister à la veille du débat, mais je crois que nous sommes arrivés, profondément et sincèrement, à une vision commune de ces problèmes de la stratégie pour 1986. (*Applaudissements*)

Nous sommes parvenus, sur un certain nombre de points importants, à marquer à nouveau des principes ou à opérer des désignations spécifiques à propos du problème des candidatures pour les élections législatives et régionales.

Et sur ce terrain, c'est vrai, qu'au stade où je parle, et je le regrette, des efforts nouveaux devront être accomplis, mais ils dépendront de chacun de vous, de l'ensemble des responsables nationaux, de l'ensemble des responsables fédéraux, en ce qui concerne la présence de femmes sur nos listes nous sommes encore loin du compte, et il faudra faire de nouveaux pas en avant. (*Applaudissements*)

Sur les propositions que nous voulons faire aux Français, et que nous reprendrons dans la convention de novembre, comme je l'avais dit d'ailleurs dans le débat, c'est tous courants confondus que nous parlerons aux Français.

En somme, je crois que nous avons fait une bonne synthèse, parce que nous avons fait une synthèse claire, et puisque à mon avis nous avons fait une synthèse claire, je crois, chers camarades, qu'une fois la synthèse faite, il ne faut pas trop tirer sur les textes ! (*Applaudissements*)

À cet égard, je voudrais dire avec l'amitié qui m'inspire, et avec le sourire nécessaire, que Michel me surprendra toujours un peu... (*Applaudissements*)

Je l'avais trouvé terriblement synthétique avant la synthèse, et voilà que la synthèse faite, sur tel ou tel point, il reprenait son goût un peu particulier de l'analyse. (*Applaudissements*)

Mais, allez, esprit de synthèse oblige, je préfère les faits aux mots, et je lui pardonne ce léger décalage entre la réalité et le discours... (*Vifs applaudissements*)

Mais, effort de synthèse oblige, et à cause de mon goût pour l'histoire, je lui dirai, puisqu'il a parlé de Metz et de Toulouse, que, cher Michel, après Metz nous avons eu le 10 mai 1981, excusez du peu ! (*Très vifs applaudissements*)

Alors, esprit de synthèse oblige, j'espère qu'après Toulouse, nous pourrons faire aussi bien. (*Vifs applaudissements*)

Cette unité réalisée par la synthèse, nous permet, je crois, d'aborder la campagne dans de très bonnes conditions. Le parti, et j'espère que ceux qui nous observent, et parfois nous critiquent, mais aussi quelquefois nous aiment, parmi les observateurs disons de la presse, y ont été sensibles, je crois que par ce congrès ce débat et sa conclusion, le parti sort renforcé, car il a respecté ses règles du jeu, il est parti de la pensée sincère des responsables et des militants exprimée dans le débat pour parvenir ensuite à l'unanimité.

Ce parti, je voudrais dire ici aux délégués, et aussi à nos camarades invités, qu'il est déjà au travail en ce qui concerne la campagne des élections législatives et régionales.

Un conseil politique fonctionne, auquel il reste peut-être à donner un tout petit peu plus de panache, ou de notoriété, par des participations attendues, la direction en termes d'organisation, de finances, de réflexions, de préparation, des mots d'ordre, de fourbissement des armes et tactiques, la direction du parti fait son travail, il est peut-être pour le moment souterrain mais le moment venu, peut-être avec esprit et l'effet de surprise, il apparaîtra au grand jour et vous en verrez la réalité.

La nouvelle direction du Parti socialiste, que vous avez élue dans ce congrès ce matin, avec le comité directeur et qui elle-même au comité directeur aura mercredi à élire le bureau exécutif, à élire le Premier secrétaire du parti, et sur ses propositions à élire le secrétariat, devra rapidement donner un élan encore plus fort, à cette campagne des élections législatives.

Dans quel esprit, camarades, devons-nous aller à cette bataille ? Eh bien, il me semble que la réponse d'une certaine façon résidait dans ce congrès lui-même. Ce qui m'a frappé en entendant vos discussions, en voyant vos comportements, simplement en recevant vos gestes d'échanges ou d'amitié, c'est que je n'ai trouvé à la veille d'une bataille que chacun pourtant et à juste raison je crois, décrit comme incertaine, décrit comme difficile, je n'ai trouvé ni dans nos

débats, ni dans nos échanges rapides et informels de militants, aucune acrimonie, aucun positionnement, et je dirai même aucune angoisse.

Certains nous parlent de défaite, ou d'échec, eh bien, moi je trouve que ce congrès est le congrès d'un parti qui va au combat et qui veut la victoire. (*Vifs applaudissements*)

Pourquoi cet état d'esprit ? Pourquoi cette volonté de combattre, pourquoi cette absence de doutes ou de malaise? Parce que, d'abord, nous avons l'habitude, chers camarades, des combats difficiles, et en 1980, sous la responsabilité de François Mitterrand, à quelques mois de l'élection présidentielle, est-ce qu'on nous vouait à la victoire ou est-ce qu'on ne nous avait pas déjà promis la défaite? Eh bien, ce défi, cette fatalité, eh bien, ce caractère implacable des événements, nous les avons relevés, nous les avons brisés, nous nous sommes dressés, nous avons gagné ! (*Vifs applaudissements*)

Cet état d'esprit, non pas de certitudes, non pas d'arrogance, mais de volonté d'actions, je crois qu'il s'explique aussi par le fait que parti et gouvernement réunis nous avons fait notre devoir.

Nous avons respecté nos engagements, ceux que je n'appellerai pas promesses électorales, mais engagements pris devant notre peuple, engagements attendus par notre peuple, avant 1981, y compris parfois sur tel ou tel plan nous avons dû en payer une partie du prix.

Nous avons fait notre devoir, nous avons réformé, nous avons réduit l'injustice, nous avons commencé à préparer l'avenir, nous avons affronté tous les défis de la société internationale, et les défis de la compétition sauvage, et donc, quelle que soit notre popularité actuelle, quel que soit le rapport de forces, tel qu'on l'a décrit entre la gauche et la droite, et c'est vrai que pour le moment il n'est pas favorable, quelle que soit la perspective des élections législatives, nous pouvons aller la tête haute devant notre peuple.

Parce que tout de même, nous avons fait un certain nombre de démonstrations dans cette période, pour juger de notre politique on peut utiliser le mot « compétence », dans la lutte contre l'inflation, dans le redressement des grandes entreprises publiques, dans la priorité accordée à la recherche, dans la modernisation enfin développée.

Parce que pour parler de notre politique, on peut utiliser les mots « capacité de progrès social », dans les lois nouvelles pour les travailleurs, dans la retraite à 60 ans, dans les autres mesures sociales.

Parce que notre politique, elle a été résolution des conflits par le dialogue, et c'est ainsi que nous abordons la difficile question calédonienne.

Parce que notre action, elle peut s'appeler « volonté d'évolution », c'est la décentralisation rompant avec le vieux centralisme monarchique, et césariste, ce sont les réformes apportées à notre appareil judiciaire, parce que notre politique elle est en pleine crise, souci maintenu de solidarité avec les personnes âgées, sur le terrain, de la santé et des jeunes, sur le terrain des immigrés, parce que notre politique conduite particulièrement par François Mitterrand, sur ce point, c'est la défense de la France, de son image, de ses intérêts, de ses amitiés, sur la scène internationale, c'est une action continue intelligente, novatrice, pour que l'Europe se donne à nouveau un destin.

C'est la volonté de dialogue et de transformation des relations avec le Tiers monde, c'est une politique ouverte vers la paix, mais ferme sur les problèmes de sécurité, et de défense, c'est l'exigence de liberté portée non plus par un parti d'opposition, non plus par des militants d'associations ou de partis, mais affirmée sur la scène internationale par un État, droits de l'homme, libération audiovisuelle, droits des femmes avec les progrès accomplis, et puisque je parle ici de liberté, je voudrais au nom de la grande formation démocratique qu'est le Parti socialiste m'adressant vers cette poudrière du Liban, à ceux qui peuvent entendre notre message, qu'ils donnent enfin la liberté à Jean-Paul Kauffmann, à Michel Seurat, à Marcel Carton, à Marcel Fontaine. (*Applaudissements*)

Parce que notre politique, c'est une formidable explosion des initiatives et des soutiens à la création, et à la culture, et comment ne pas saluer ici l'action exceptionnelle d'un homme, comme Jack Lang, et de son équipe, pour faire que les créateurs puissent s'exprimer, pour que la culture descende dans la rue, pour que le socialisme ce soit aussi la fête, que ce soit aussi la joie, qu'il n'ait pas simplement la couleur morose des statistiques économiques.

Alors, je remercie non seulement Jack Lang de ce qu'il a fait dans ce domaine, mais aussi, directement, et comme un témoignage du mouvement qui porte vers nous créateurs, scientifiques, intellectuels, je voudrais saluer ici le talent apporté dans ce congrès, y compris de façon vivante et devant vous, devant l'œil implacable des critiques familiers que vous pouvez être, par les peintres-architectes Boisrond et Rougemont. (*Applaudissements*)

Cette action gouvernementale, chers camarades, elle doit être portée plus loin et, d'ailleurs, le gouvernement lui-même est conscient de cette nécessité.

Il n'est en rien, ni par ses projets, ni par ses attitudes, ni par le comportement de celui qui l'anime, un gouvernement qui expédierait les affaires courantes. Non.

Ni dans les textes qu'il propose au vote du Parlement et de la majorité socialiste qu'anime avec compétence André Billardon, ni dans les décisions qu'il prend, il n'est en rien ce type de gouvernement, mais au contraire, lorsqu'il prend des décisions de modernisation de la police face au problème d'insécurité, lorsqu'il investit massivement dans la rénovation de l'enseignement technique, lorsqu'il renouvelle le plan de développement et d'épanouissement de la recherche en France, ce gouvernement qui est le nôtre construit l'avenir du pays ! C'est d'ailleurs ce que nous a rappelé Laurent Fabius hier, lorsqu'il a évoqué les cinq grands problèmes, les cinq grands enjeux sur lesquels il entendait, avec ses ministres et, bien sûr, avec nous, travailler.

Nous devons donc nous-mêmes, pour continuer à faire vivre ce dialogue noué avec ceux qui nous représentent dans le pouvoir d'État, faire nos propositions. La motion d'orientation, désormais unanime, du congrès, qui est notre loi, notre inspiration pour les deux ans qui viennent, les propositions que la convention fera pour notre plate-forme, pour notre nouveau contrat avec le peuple, au mois de novembre, seront la façon par laquelle le parti fera justement ses propositions au pays.

Il nous faudra, je crois, dans la campagne, par cette convention, tout particulièrement en direction du monde du travail dont une partie peut hésiter et dont le vote sera décisif, je le rappelle, en 1986, montrer notre capacité à agir mieux ou davantage dans l'avenir dans quatre directions, à mon avis essentielles.

Dans la lutte pour la croissance, je me demande si les politiques d'inspiration keynésienne, dont les limites, à l'évidence, sont maintenant démontrées dans le cadre spécifiquement national, ne peuvent pas garder davantage d'impact et présenter moins d'inconvénients dans le cadre plus vaste de la réalité européenne. Je pense que nous devrions proposer à nos partenaires - et d'ailleurs, dans une certaine mesure, nous l'avons déjà fait - une politique de stimulation, une politique de grands travaux, qui utiliserait toute la puissance, toutes les ressources du marché intérieur européen, avec, si c'est nécessaire, une protection de ce marché contre les résurgences protectionnistes du puissant compétiteur américain. (*Applaudissements*)

Je crois, chers camarades, que nous devons montrer que nous pouvons assurer un nouvel essor à la lutte pour l'emploi par la croissance, pour autant que nous pourrions en retrouver des éléments, les contraintes étant desserrées, le muscle industriel ayant été retrouvé. Mais nous savons aussi que l'aménagement du travail sera nécessaire. La modernisation des techniques, les modifications dans la production peuvent être acceptées par les travailleurs de ce pays, qui sont

tournés vers le progrès, a condition naturellement que nous n'acceptons en rien les pressions qu'exercent certains pour remettre en cause les acquis sociaux. *(Applaudissements)*

Nous devons agir dans le sens de la justice fiscale en portant l'accent sur la réforme de la fiscalité locale et en nous attaquant enfin à ce que j'appellerai la fiscalité sociale où, à défaut de pouvoir aller dès maintenant vers la progressivité, comme elle existe dans le domaine de l'impôt sur le revenu, il est au moins temps d'envisager que l'on passe des formules dégressives aux formules de caractère proportionnel. *(Applaudissements)*

Nous devons enfin être capables, dans le débat sur la protection sociale que nous avons amorcé dans la commission des résolutions, de montrer une diversification des risques, des couvertures, et en particulier d'aller dans le sens de la prise en compte des risques issus des mutations économiques, car si nous ne sommes pas capables de protéger les travailleurs contre les risques de ces mutations, la mobilité professionnelle ou la mobilité géographique, alors ceux-ci regimberont, peut-être se dresseront contre les mutations et les évolutions nécessaires à la modernisation.

Au fond, chers camarades, je crois qu'il est important dans la campagne - et le gouvernement aura aussi à nous dire, bien sûr, si nous ne nous engageons pas trop loin, car nous ne devons pas déboucher sur un discours irréaliste - je crois qu'il est important dans cette bataille qui vient de montrer que non seulement la France n'est pas menacée, condamnée à la réaction sociale avec la droite, mais qu'elle ne doit pas non plus se considérer comme résignée à la rigueur austère avec la gauche ! *(Applaudissements)*

Chers camarades, le contexte dans lequel va se dérouler la bataille des élections législatives s'est, à mon avis, modifié depuis quelques mois, même si certains des observateurs n'y ont pas encore pris garde.

Rappelez-vous, nous sommes venus au pouvoir dans un mouvement social et politique qui a été à la fois logique et, en même temps, une formidable surprise.

Nous sommes venus au pouvoir à contre-courant d'une évolution internationale et dans le plein essor d'une vague conservatrice. Cela a pesé sur nous et Pierre Mauroy, qui a eu à conduire les premières années de la politique gouvernementale, le sait mieux qu'aucun autre. *(Applaudissements)*

Mes chers camarades, cette vague, sur laquelle les gazettes brodaient à l'envi, est singulièrement retombée depuis !

Quand même ! Quand vous voyez que les États-Unis de Reagan acceptent successivement, en quelques semaines, d'une part, que l'on atténue les privilèges du dollar en acceptant que cette monnaie soit l'objet d'achats et de ventes sur le marché monétaire afin de la conduire à la baisse, et quand, dans le même temps, les instances du FMI et de la BIRD, les États-Unis commencent à réviser leur politique devant les désastres du Tiers monde en matière d'aide aux pays sous-développés, quand on pense au contexte dans lequel François Mitterrand faisait, mais à contre-courant, le discours de Cancún, on a l'impression que, quelques années après, d'une certaine façon c'est Reagan, devant la réalité des faits, devant la détresse de masses, qui est obligé de reprendre à son compte une partie des propositions faites par la France ! (*Très vifs applaudissements*)

Et puis, voyez les problèmes des gouvernements conservateurs qui étaient triomphants il y a encore quelques mois, voyez les problèmes de crise politique au sein des coalitions en Allemagne fédérale ou au sein du leadership conservateur, et voyez au contraire, en Grande-Bretagne, malgré la division du mouvement socialiste - menace pour le Labour - en Allemagne, avec les résultats d'élections partielles d'une importance formidable, en Suède, en Espagne, et même d'une certaine façon - si l'on regarde les chiffres globaux de la gauche et non plus les chiffres du Parti socialiste seulement - au Portugal !

Nous n'avons pas tassement, nous n'avons pas reculé des forces du socialisme démocratique, mais au contraire à nouveau mouvement en avant ! (*Applaudissements*)

Chers camarades, dans ce débat d'idées qui est également important pour entraîner la conviction des gens, il faut montrer - parce que les faits le montrent - que le libéralisme est une doctrine non pas d'aujourd'hui, mais du XVIII<sup>e</sup> siècle, totalement inadaptée aux réalités de l'économie et de la société. Et encore, au XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup> siècle, c'était une doctrine cruelle, c'était une doctrine injuste, mais elle était en même temps dynamique, vigoureuse, confiante, assurée elle-même, assurée dans ses dogmes, à l'image même de la bourgeoisie ou des classes dirigeantes qui la portaient alors dans un mouvement historique, alors que maintenant, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ce libéralisme n'est plus qu'une doctrine rancie, n'est plus qu'une doctrine brutale, n'est plus que l'expression d'une volonté de revanche, n'est plus qu'un argument opportuniste face aux effets de mode et est, en réalité, le masque de la réaction sur toute la ligne ! (*Très vifs applaudissements*)

Eh oui, le socialisme démocratique a le vent en poupe dans toute l'Europe, et ce vent qui souffle, il ne m'étonnerait pas qu'il souffle aussi dans nos propres voiles !

Je pense que ce mouvement historique, qui a pesé sur nous et qui s'est renversé, peut d'une certaine façon contribuer à modifier le contexte des élections législatives.

C'est vrai qu'en France, les conservateurs n'étant pas au pouvoir depuis quatre ans et demi, cette mode du libéralisme n'est pas encore tenue pour ce qu'elle est. Mais il serait bon que nous appelions les Français à ouvrir les yeux et à regarder tout près d'eux, de l'autre côté de la Manche, pour considérer ce que l'on commence à appeler maintenant - je lisais, en venant au congrès, un article qui ne vient pas de *l'Unité*, mais du *New York Herald Tribune*... ce n'était pas les mots de cet article, mais c'est cette idée que je veux faire passer - une véritable maladie anglaise.

Or, mes chers camarades, cette maladie de l'Angleterre n'est pas la maladie d'un peuple. Ce peuple, il est fier, il est assuré, il n'a pas perdu ce qui a fait sa grandeur, sa ressource. Non. La véritable maladie économique et sociale qui est en train de ruiner la Grande-Bretagne, de miner ses ressorts, de bouleverser ses valeurs, cette maladie, c'est justement, chers camarades, la maladie du libéralisme qu'on nous propose du côté de la droite française ! (*Très vifs applaudissements*)

Alors il faut parler aux Français, il faut aller vers les citoyens de ce pays et il faut leur dire : c'est vrai qu'il nous est arrivé, à nous, la gauche, quelque chose qui ne nous était jamais arrivé dans l'histoire. Nous venions au pouvoir, nous faisons des réformes, nous faisons un feu de joie social, et puis nous devons repartir, et pour la première fois dans l'histoire de notre pays, les socialistes se sont succédés à eux-mêmes, ils ont fait les réformes, ils ont eu aussi la gestion à assurer. (*Applaudissements*)

Nous nous sommes succédés à nous-mêmes, avec la retombée de l'espoir, avec les difficultés de la gestion. Mais puisque je parle de succession, je crois qu'il faut dire aux Français, et plus particulièrement, je pense, aux gens de gauche, aux hommes et aux femmes de gauche qui ont eu raison de voter comme ils l'ont fait en mai 1981, il faut leur dire : puisque vous avez consenti des efforts parfois difficiles, ne laissez pas le fruit de vos efforts cueillir par les autres ! Ne les laissez pas tirer les marrons du feu ! Cueillez les fruits de vos efforts vous-mêmes en reconduisant les socialistes au pouvoir ! (*Vifs applaudissements*)

L'élection de 1986, chers camarades, sera un choix, un choix entre la gauche et la droite, n'en déplaise à la direction du Parti communiste qui s'isole et qui étiole son parti à vouloir en vain le nier, et je pense, chers camarades, que la synthèse étant faite, il n'est peut-être plus temps, en tous cas au-delà de ce

congrès, de débattre encore de nos différences, mais il est peut-être temps ensemble, comme nous l'avons fait avant, de combattre d'abord et surtout la droite. (*Applaudissements*)

Effectivement en 1986 il y aura un choix, un choix sur la Nouvelle-Calédonie.

Est-ce qu'on prendra en compte cette réalité contradictoire d'une aspiration indépendantiste et d'une volonté en face de rester dans le cadre français, et aussi dans le cadre d'un certain nombre de privilèges, pour imposer la victoire d'un camp sur un autre qui ne pourrait être assurée que par la violence, que par la répression, que par le retour à la méthode historiquement balayée qui serait menaçante pour nos intérêts tels qu'on prétend par ailleurs les défendre, ou bien est-ce qu'on ne préfère pas avec les socialistes partir des contradictions, ne pas nier les intérêts antagonistes, mais nous efforcer de les concilier par la voie du dialogue ? (*Applaudissements*)

Il y aura un choix sur la politique économique. Est-ce qu'on pense que l'État, sans se mêler de tout, mais en stimulant, mais en orientant, mais en aidant à prévoir, doit continuer, dans un pays capitaliste de structures industrielles encore faibles comme la France, à jouer un rôle, ou est-ce que l'on veut recourir aux méthodes du libéralisme sauvage, avec les conséquences à mon avis désastreuses que cela aurait, notamment dans les secteurs qu'on dénationaliserait ?

Il y aura un choix sur les problèmes de protection sociale. Est-ce qu'on veut, tout en assumant les problèmes de financement, tout en rendant les Français conscients que s'ils veulent un système de protection avancée ils doivent aussi en payer le prix, continuer à se fonder, comme l'ont fait ceux qui s'inspiraient du Conseil national de la résistance, qui ont fondé les bases il y a quarante ans de la Sécurité sociale, sur les concepts et les réalités de la solidarité, ou est-ce qu'on veut là encore réintroduire l'inégalité, réintroduire d'un côté les systèmes d'assurance sociale et de l'autre les vieilles notions de l'assistance ?

Il y aura un choix sur la place du mouvement syndical et des droits des travailleurs dans le monde de la production. Est-ce qu'on pense que nous avons besoin de syndicats forts, de syndicats écoutés, de syndicats respectés, de syndicats représentatifs, pour autant bien sûr que leurs méthodes restent bien celles classiques, traditionnelles, reconnues par le mouvement ouvrier, ou est-ce qu'on veut réduire, humilier, combattre les syndicats et rogner les conquêtes qui sont celles des travailleurs dans les entreprises ?

Il y aura un choix sur le traitement d'un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés nos sociétés, problème de la vie en ville, problème des relations

entre des communautés différentes, problème de la place que la jeunesse a le droit de prendre dans la cité, problème de l'isolement de trop nombreuses personnes âgées. Veut-on aborder ces problèmes avec tolérance, avec esprit d'égalité, avec respect des autres, avec volonté de conciliation, avec ouverture à des cultures et traditions différentes, ou croit-on qu'on peut régler ces problèmes par la xénophobie, par l'autoritarisme, par l'incitation à la violence ?  
*(Applaudissements)*

Il y aura des choix sur l'école. Est-ce que nous pensons que l'école publique, que l'école laïque, que l'école de la diversité, que l'école de la tolérance a besoin d'être défendue, a besoin d'être épanouie, ou est-ce que nous voulons là aussi introduire les concepts de marchandise, les concepts de profit, les concepts d'inégalité dans le système éducatif français ?

Il y aura des choix de politique internationale. Est-ce que l'on va soumettre notre politique, comme le fait la droite autour de M. Chirac, sur le programme IDS de M. Reagan ? Est-ce que l'on veut soumettre notre défense nationale et nos intérêts à des conceptions stratégiques qui sont celles des États-Unis, ou est-ce que l'on veut affirmer, dans le respect de nos alliances, la souveraineté de la France ?

Chers camarades, il peut exister à droite des positionnements différents. M. Chirac joue volontiers les pourfendeurs, et M. Barre les modérateurs, même si c'est un curieux modérateur que celui qui a déjà rencontré deux fois M. Le Pen.  
*(Applaudissements)*

L'un, si vous voulez vous référer avec moi un instant à des instruments de mesure ou d'orientation, serait plutôt en matière de conception politique, symbolisé par une girouette. Il est là sur le clocher de l'église désertée du gaullisme, et il tourne à tous les vents, en changeant de programme, de ton, d'options, selon qu'on le conseille ou selon que les sondages l'inquiètent.

L'autre, c'est différent, celui là il a effectivement apporté, M. Barre, à la science politique française, à l'art de gouverner, et au monde des instruments météorologiques, un nouvel instrument, le « barromètre », écrit bien sûr avec deux « r »... *(Applaudissements)*... qu'il gèle, qu'il vente, qu'il fasse beau, qu'il crachine un peu, qu'on soit en période de dépression, ou au contraire que nous soyons en plein azur, le baromètre de M. Barre, l'instrument de mesure des intérêts de la France, par M. Barre, indique toujours sur chaque radiation « auto-satisfaction ». *(Applaudissements)*

Alors, si les Français veulent la droite, la droite dont l'accord sur le programme est réel, même si elle est déchirée par des factions rivales et par des ambitions féroces, si les Français veulent la droite, ils l'auront.

Ils l'auront, mais je ne suis pas sûr, malgré les sondages, et malgré les réalités électorales que je ne méconnaiss pas, qu'ils aient véritablement pris cette décision du retour en arrière.

Je crois que le rapport de forces dans la société française n'est pas définitif, qu'il n'est pas gelé. Je pense qu'en réalité, nous sommes peut-être à la fin de cette période qui effectivement avait inscrit durablement un rapport droite-gauche, qui nous était défavorable.

Et que si celle-ci ne s'est pas encore profondément modifiée, la réalité politique est plus complexe, plus mobile, plus diversifiée, et c'est pourquoi je pense que nous pouvons par notre action faire bouger les choses. Nous pouvons faire bouger les choses, et nous y aiderons grandement les résultats de la politique du gouvernement dont certains tout de même sont patents, et ne peuvent pas être niés par les observateurs.

Nous y parviendrons à faire bouger les choses, si nous nous mobilisons, nous Socialistes, puissamment dans la campagne des élections législatives.

Le Premier ministre a dit hier qu'il attendait beaucoup de nous, et que « l'équipe de France », lui-même et ses ministres, attendaient beaucoup de l'équipe socialiste. Alors je voulais lui dire qu'il a raison d'attendre beaucoup de nous, car nous-mêmes nous attendons beaucoup du gouvernement.  
*(Applaudissements)*

Il a raison, car nous allons donner beaucoup dans cette campagne qui s'ouvre, Qu'il sache que l'équipe socialiste sera sur le terrain, et qu'elle n'a pas l'intention de se cantonner à jouer seulement dans ses 18 mètres.

Il est dommage que nous ne puissions pas aller à cette bataille avec ceux qui ont été, pendant les années soixante-dix, nos alliés, alliés inconfortables, alliés déjà infidèles, et puis alliés revenant à nous parce que leurs électeurs le leur avaient dit ; il est dommage que nous ne puissions pas aller à cette bataille avec le Parti communiste, digne de son histoire, digne de ses prétentions à l'unité ancienne et qui se détourne du chemin, qui s'engage dans une impasse et qui ne sait pas et saura de moins en moins - plus nous approchons de mars 86 et plus le choix droite-gauche sera clair - où se situer dans la vie politique française et dans le combat en cours. *(Vifs applaudissements)*

Oui, c'est dommage. C'est dommage parce que nous, socialistes, comme il est dit dans le texte de synthèse, nous restons fidèles à notre stratégie, même si nous sommes obligés d'en vivre autrement les thèmes, dans une situation politique modifiée et nous ne cédon's en rien à l'anticommunisme.

Je dirai que non seulement la direction du Parti communiste pratique l'anti-socialisme, mais, chers camarades, quand je vois les conséquences de sa politique pour son propre parti, je me dis que c'est là que sont les plus grands anticommunistes. (*Applaudissements*)

Chers camarades, c'est dommage, mais nous devons pratiquer néanmoins cette ouverture, esquisser ce mouvement de rassemblement politique d'abord, puis de rassemblement de notre peuple, nécessaire et pour la bataille de 86 et pour les batailles à venir.

Je ne vais pas ici redire ce que Jean Poperen a dit sur cette nécessaire ouverture.

Je sais que, dans tel ou tel endroit, pour telle ou telle personnalité, elle est difficile à faire, chers camarades, mais considérez que, pour des raisons que nous connaissons bien, elle serait difficile, en tout état de cause, à faire partout.

Si nous étions sur une liste nationale, comme aux élections européennes, nous pourrions ouvrir nos listes à un certain nombre de personnalités significatives, sans que cela ne représente un insupportable traumatisme pour nos militants, dans une fédération. Mais chers camarades, ce n'est pas la réalité. Comme les listes sont départementales, il faut bien comprendre, pour que telle ou telle personnalité à propos de laquelle nous sommes d'accord politiquement, globalement, pour qu'elle soit sur nos listes, pour ce qu'elle représente, avec d'autres, il faut bien comprendre que cela doit nécessairement s'inscrire dans une réalité fédérale, et pour des raisons historiques, pour des réflexes qui traduisent une capacité de rénovation plutôt de renouvellement, peut-être pas tout à fait suffisante, eh bien, c'est difficile...

C'est pourtant dans ce premier signe, dans la présence d'Huguette Bouchardeau, dans la présence d'Henri Fiszbin, expression des communistes qui ne désespèrent pas d'une action politique... (*Applaudissements*)... - on avait un peu oublié de l'applaudir, tout à l'heure, autant que d'autres - c'est dans la présence, effectivement, de notre ami Stirn que se manifestent les premiers signes de ce rassemblement, que l'on dit, par ailleurs, tous ensemble, sincèrement, honnêtement vouloir opérer, mais qui passe par ces réalités concrètes, individuelles avec les difficultés qu'elles peuvent provoquer à tel ou tel endroit.

Chers camarades, je voudrais dire aussi nettement, en direction de l'opinion et en direction de nos amis du Mouvement des radicaux de gauche, que le congrès a dit ici et redit solennellement ce qui est ma conviction depuis le début, ce qui est la conviction des responsables gouvernementaux, à savoir qu'il est bon, conformément à une tradition ancienne, qu'il est utile que nous puissions avoir un accord politique, un accord politique global certes mais un accord politique honnête avec les Radicaux de gauche. De cette tribune et en réponse à leur propre congrès, mais avec peut-être un esprit unitaire un peu plus développé, je leur propose cet accord politique. *(Applaudissements)*

Chers camarades, avec nos alliés, avec ces personnalités avec tous ceux qui vont s'engager, nous allons mobiliser toute notre force dans la campagne. François Mitterrand ne sera pas en tout cas de façon directe, de façon physique, de façon personnelle, de façon affective, ne sera pas au cœur même de cette campagne politique des élections législatives. Il est, je crois, conforme à sa fonction de Président, de Président des Français qu'il ne puisse conduire cette bataille, mais compte tenu de tout ce qu'il a fait avec nous, compte tenu des souvenirs que j'ai gardés de la dernière bataille législative de 1978, qu'il avait conduite, de la dernière bataille des élections présidentielles qu'il avait menée à la victoire, je voudrais ici, de cette place et en votre nom, le saluer et lui dire notre gratitude. *(L'assemblée, debout, applaudit très longuement. Puis, bans d'applaudissements)*

Il sera, chers camarades respectueux de la conception qu'il a des devoirs de sa charge et de ses engagements devant les Français et la communauté nationale, mais il sera, je le sais, et de toute façon il nous l'a écrit, il sera fidèle à ses convictions et même s'il n'est pas présent dans cette campagne, et même s'il est, à beaucoup d'égards, l'enjeu indirect de cette campagne, sa fermeté et sa fidélité comme je l'ai dit le premier jour, je le redis le dernier, seront un point d'appui formidable dans la bataille politique que nous allons conduire. *(Applaudissements)*

Alors, nous allons mobiliser toutes nos forces. Le Premier Ministre et le Premier secrétaire du parti, les ministres et les dirigeants du Parti socialiste, les élus et les animateurs fédéraux et les militants, nous sommes, chers camarades, qui ne le voit ici, expression d'une communauté beaucoup plus vaste, qui ne le voit ici, nous sommes une force puissante mais cette force n'est rien à côté de la force potentielle immense qui réside dans notre sein et que nous devons projeter à l'extérieur. Car, effectivement, chers camarades, c'est mon premier mot de conclusion - car j'aurai deux mots de conclusion ou deux façons différentes de conclure ce congrès - il faut maintenant, chers camarades, ce congrès, ce qu'il manifeste de cohésion politique, de réponse aux attentes des Français, de volonté d'interrogation, il faut, cette force, la projeter sur le terrain vers les

Français, avec vigueur, contre la droite, avec conviction vers l'ensemble des citoyens, avec amitié et passion vers les nôtres, avec esprit de tolérance et de dialogue vers tous.

C'est, chers camarades, par le rassemblement collectif des militants et des sympathisants socialistes, par l'engagement individuel de chacun, responsable ou militant, déployant son énergie, sa capacité créatrice, sa volonté de convaincre, utilisant ses réseaux politiques associatifs, amicaux, partant de sa notoriété, partant de ses positions dans le monde du travail, dans le monde de la création, dans le monde de la culture, partant de cette force collective et de chacun de ses talents individuels, c'est, partant de cette force que je vous convie à cette tâche immense et passionnante d'avoir, après nous être inscrits dans la durée, à nous inscrire dans la victoire ! *(Vifs applaudissements)*

Chers camarades, je vais peut-être me rendre au milieu de la tribune pour ma conclusion.

J'ai chers camarades, devant moi, la diversité du parti et on ne l'a pas oubliée tout à l'heure. Je vois devant moi Jean Pierre Chevènement... *(Applaudissements)*... Pierre Mauroy... *(Applaudissements)*... Michel Rocard... *(Applaudissements)*... J'ai, devant moi, la diversité du parti et je voudrais que nous montrions maintenant, ensemble, son unité. C'est pourquoi j'appelle Pierre Mauroy à monter me rejoindre à la tribune... *(Bans d'applaudissements)*

C'est pourquoi j'appelle Jean-Pierre Chevènement à me rejoindre à la tribune... *(Bans d'applaudissements)*

C'est pourquoi j'appelle Michel Rocard à me rejoindre à la tribune... *(Bans d'applaudissements)*

Je demande au Premier ministre, Laurent Fabius, de nous rejoindre à la tribune... *(Ovations et bans d'applaudissements)*

*(Dans la salle : « Une femme !... Une femme ! »)*

Chers camarades, nous voilà tous rassemblés ici. Avec eux, avec vous, nous rassemblerons les socialistes, nous rassemblerons les hommes et les femmes de gauche, nous rassemblerons les Français. Préparons-nous à la bataille. Fixons-nous comme objectif la victoire ! *(Ovations et bans d'applaudissements)*